

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

DE LA RÉPUBLIQUE

MINISTÈRE DU PÉTROLE,
DES MINES ET DE L'ÉNERGIE



UNITÉ-TRAVAIL-PROGRÈS
-----PRÉSIDENTE

PLAN D'URGENCE D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ 2021 – 2023

Mai 2020

SOMMAIRE

- I. INTRODUCTION 3
- II. CONTEXTE..... 4
- III. CARACTERISTIQUE DU SECTEUR..... 6
 - 1. CADRE JURIDIQUE, INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL 6
 - 2. CADRE FISCAL ET ATTRACTIVITE 7
 - 3. ETAT DES LIEUX 8
- IV. POLITIQUE ENERGETIQUE DU TCHAD..... 17
- V. OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT A COURT ET MOYEN TERMES..... 17
 - 1. Plan d’actions triennal (2021-2023) 18
 - 2. Choix du combustible compétitif à mettre à la disposition des producteurs..... 25
 - 3. Stratégie de mobilisation des ressources. 26
- VI. CONCLUSION 27

I. INTRODUCTION

A travers ce Plan d'Urgence, le Gouvernement entend apporter une solution durable et surmonter les nombreuses difficultés qui caractérisent le secteur et, par ricochet, entravent le développement socioéconomique du pays.

En outre, le Gouvernement de la République du Tchad à travers le Département en charge de l'énergie propose ce Plan d'Urgence d'accès à l'électricité en vue d'accélérer l'exploitation des divers potentiels en matière d'énergies renouvelables dont dispose le pays afin de garantir l'accès aux services énergétiques de base abordables, fiables, durables et modernes aux populations, y compris les couches sociales vulnérables en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie dans l'optique du développement durable.

Cet accès doit être fait de manière équitable afin de mitiger la disparité entre les Provinces voire les Départements pour un développement harmonieux du Tchad.

Pour ce faire le présent Plan d'Urgence d'accès à l'électricité situe le contexte énergétique dans lequel le pays évolue, trace les caractéristiques du Secteur de l'Energie Electrique au Tchad, notamment le cadre juridique, institutionnel et organisationnel.

Aussi, il donne un aperçu du cadre fiscal du pays et son attractivité en tant que destination pour les investissements privés et fait remarquer les insuffisances dans ce cadre précis, établit un état des lieux et pose un diagnostic du secteur et dégage les entraves au développement de celui-ci.

En termes de Politique Energétique, le Gouvernement a élaboré et adopté le Schéma Directeur de l'Energie en 2012, celui des Energies Renouvelables en 2018 et la Lettre de Politique Energétique (LPE) en 2018. Ces documents de politique ont pour objectifs de rendre l'énergie « accessible et disponible » et « accroître l'efficacité du secteur.

Le Gouvernement se fixe à court et moyen termes un Plan triennal, pour l'électrification des 22 Chefs-lieux des Provinces et des 80 Chefs-lieux des Départements que compte le Tchad. Dans ce plan il ambitionne, par ailleurs, d'atteindre les zones de la ville de N'Djamena non couvertes par le réseau électrique de la SNE, à travers un méga Projet Solaire de 200 MW et la construction d'une ligne HT de 66/90KV sur une distance de 70-80 km et la construction d'une centrale à gaz de 210 MW à N'Gouri dans la Province du Lac Tchad.

Le présent plan suggère également l'utilisation des combustibles les moins onéreuses pour la production d'énergie électrique et propose des stratégies de mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour la réalisation de cet ambitieux plan.

Ce document cadre qui garantit la cohérence dans le choix des investissements publics pour répondre aux besoins d'accès universel à l'électricité tout en tenant

compte des besoins de diversification de l'économie par l'industrialisation (de par sa méthodologie inclusive). C'est un référentiel de mobilisation de ressources endogènes et exogènes pour le financement du secteur.

L'ensemble de ces actions sont envisagées dans l'optique de porter le taux d'accès à l'électricité de 6,4% à 30% au moins sur les trois prochaines années.

II. CONTEXTE

Situé en plein cœur de l'Afrique, avec un vaste territoire d'une superficie de 1.284.000 Km², le Tchad reste, en dépit de son énorme potentiel énergétique, parmi les pays ayant les taux d'accès à l'électricité les plus faibles dans le monde (6,4% au niveau national, pour une population d'environ 16 millions d'habitants) et cette réalité constitue, de fait, un énorme handicap pour son développement socioéconomique et culturel.

La planification de l'électrification, élément de la politique énergétique d'un pays, et particulièrement du secteur de l'électricité, est un exercice souverain par essence, dont la responsabilité incombe à l'État.

La mission de planification qui relève des prérogatives régaliennes du Gouvernement a, pendant longtemps, été assurée dans les faits par différents acteurs dont la Société Nationale de l'Électricité (SNE). L'administration en charge de l'électricité, n'exerce finalement qu'une mission de contrôle. Cette confusion de rôle a retardé les réformes structurelles requises et a conduit à un résultat mitigé notamment avec un cadre juridique, organisationnel et fiscal très peu adapté aux exigences du secteur, connu pour être capitalistique, et créant ainsi une sorte de réticence des partenaires privés (IPP) qui pourtant ont fait leurs preuves ailleurs, notamment dans le domaine de la production.

Désormais, il s'agissait d'imprimer la vision du Gouvernement en termes d'accès équilibré aux services énergétiques à l'échelle du territoire national, et de répartir géographiquement, et ce, le plus équitablement possible, les ressources publiques dans un secteur dans lequel la nécessité d'une subvention est de moins en moins taboue. Cette situation renforce aujourd'hui la légitimité de l'État planificateur.

À titre d'illustration, une centaine de mémorandums d'ententes ont été signés, les cinq (05) dernières années, avec des partenaires de tout horizon pour investir dans le secteur de l'électricité au Tchad. Mais force est de constater qu'à ce jour rien n'a été concrétisé à cause des nombreux obstacles susmentionnés, auxquels s'ajoute la question de la garantie souveraine, systématiquement exigée par tous les partenaires en raison de la contre-performance de la SNE qui fonctionne grâce au soutien de l'État.

Avec la promulgation de la Loi N° 036/PR/2019 du 26 août 2019 relative au secteur de l'Énergie Électrique au Tchad, il y a une consécration de la distinction des rôles de la SNE et de l'État à travers la libéralisation du secteur de l'Énergie Électrique au

Tchad.

Aussi, dans le cadre de la mutualisation des investissements publics du continent, plusieurs projets d'interconnexion réalisés ont permis de soulager les pays les moins équipés notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe. Malheureusement l'un des projets d'interconnexion de l'Afrique Centrale entre le Tchad et le Cameroun continue de susciter beaucoup d'espoir sans être réalisé malgré l'implication de plusieurs bailleurs de fonds traditionnels, notamment la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne.

En outre, dans le cadre de mutualisation des investissements publics du continent plusieurs projets d'interconnexion réalisés ont permis de soulager les pays les moins équipés notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe mais l'unique l'interconnexion de l'Afrique centrale entre le Tchad et le Cameroun continue à nourrir beaucoup d'espoir sans se réalisé malgré le bouclage du financement depuis 2017.

A cela s'ajoute l'interconnexion entre le Tchad et le Nigeria (ville de Maiduguri) dont les études de faisabilité réalisées en 1976 sont disponibles.

Pourtant le potentiel énergétique Tchadien est énorme et varié d'où l'orientation des actions vers un mix énergétique.

Tenant compte de la répartition géographique de la population relativement faible sur un vaste territoire rendant ainsi difficile un réseau national devant raccorder toutes les villes, l'option des mini centrales isolés semble le plus indiquée.

Pour booster substantiellement la diversification de l'économie nationale par l'industrialisation, un accent particulier a été mis sur la valorisation des champs gaziers et la récupération du gaz torché.

Des projets structurants à base des énergies renouvelables (Eolienne, solaire et hydroélectrique) sont envisagés à court terme.

Comme le Tchad est producteur du brut depuis plus de dix ans, une attention particulière a été accordée sur sa mise à disponibilité grâce a la commercialisation bon marché du brut surtout au bénéfice des industries comme les cimenteries...

En somme, il est indispensable de veiller au développement à l'harmonieux entre la production de l'électricité et les infrastructures de transport et de distribution d'énergie.

En matière des reformes, celle de la SNE encours doit être achevé afin de rassurer les partenaires privés nationaux et internationaux à investir dans la production.

A juste titre, c'est dans ces contextes précis que le Gouvernement a mis en place respectivement le Décret N° 0707/PR/2020 portant création du Comité Stratégique ENERGIE en abrégé COSE du 24 avril 2020 et l'Arrêté N° 008/PRSGP/2020 portant

Commission Technique du Comité Stratégie ENERGIE (CT/COSE) pour réfléchir, orienter et suivre les actions publiques en matière de développement du Secteur de l’Energie Electrique au Tchad.

III. CARACTERISTIQUE DU SECTEUR

1. CADRE JURIDIQUE, INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL

Le Secteur de l’Energie Electrique au Tchad a connu des réformes institutionnelles et juridiques importantes au cours de l’année 2019 grâce à la promulgation de la Loi N°036/PR/2019 du 26 août 2019 relative au Secteur de l’Energie Electrique au Tchad.

Ladite Loi définit les principes généraux d’organisation, de fonctionnement et de développement du Secteur de l’Energie Electrique. A cet effet, elle régit toutes les activités impliquant la production, le transport, la distribution, l’importation, l’exportation et la vente de l’Energie Electrique. Son objectif est de mettre en place un cadre institutionnel et juridique complet et transparent pour faciliter les investissements privés internes, d’une part, et susciter l’intérêt des investissements étrangers et internationaux, d’autre part.

Ladite Loi apporte les innovations suivantes :

- la séparation et la clarification des domaines de compétence ;
- l’opérationnalisation de l’organe de régulation ;
- l’augmentation et la structuration du champ d’action de l’Agence chargée du développement des énergies renouvelables ;
- l’identification des acteurs du développement de l’énergie et la clarification des procédures d’opération dans le domaine ;
- la fixation des avantages qu’accorde l’Etat aux investisseurs dans le domaine de l’énergie ;
- les ressources que l’Etat consent pour le développement de l’énergie au Tchad.

En outre, il est important de noter que pour donner plein effet à ces innovations induites par cette Loi, le Gouvernement a adopté, le 31 octobre 2019, cinq (5) décrets relatifs aux nouvelles institutions créées et les aspects règlementaires. Il s’agit entre-autres des décrets portant :

- a. Organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation du Secteur de l’Energie Electrique (ARSE) ;
- b. Organisation et fonctionnement de l’Agence pour le Développement de l’Electrification Rurale et de la Maitrise de l’Energie (ADERM) ;
- c. Les conditions de l’accès des tiers aux réseaux électriques ;
- d. Les conditions de transport de l’électricité produite à partir des énergies renouvelables et de la vente des excédents aux détenteurs de licence de distribution ;
- e. Les modalités et conditions de délivrance de licence de production de l’Électricité.

Ces textes réglementaires et structurants sont complétés par d'autres textes à caractère généraux élaborés et adoptés bien avant les réformes de 2019, il s'agit entre autres :

- du Schéma Directeur de l'Énergie : adopté depuis 2012, ce document évalue le potentiel en énergie et oriente les actions en fonction des potentiels régionaux ;
- de la Charte des Investissements au Tchad : adoptée en 2008, elle obéit aux exigences de la CEMAC pour régir les investissements dans plusieurs domaines de développement y compris celui de l'énergie ;
- de la Loi sur le Partenariat Public-Privé : adoptée en 2017 en prélude à la table ronde de Paris sur le Plan National du Développement, cette loi encadre et sécurise l'intervention du secteur privé dans l'action de l'État pour le développement ;
- du Schéma Directeur pour le Développement des Énergies Renouvelables : élaboré et adopté avec le concours de l'Union Européenne à travers le projet Alliance Mondiale contre le Changement Climatique au Tchad (AMCC-Tchad). Ce texte qui doit encore être approuvé par l'Assemblée Nationale oriente stratégiquement le choix du développement des énergies renouvelables.

2. CADRE FISCAL ET ATTRACTIVITE

Au titre des facilités accordées aux investisseurs privés, le Gouvernement a pris des actions afin d'encourager les investissements dans le secteur de l'Énergie électrique.

Il s'agit entre autres de :

- la défiscalisation du secteur des énergies renouvelables dans la Loi des Finances 2020.
- l'établissement d'une liste des équipements à exonérer des taxes au titre de l'exercice 2020. Les achats d'équipements en matière d'énergie verte seront défiscalisés tant pour l'acheteur-emprunteur (les intérêts sur ces types de prêt n'étant plus soumis à la TVA) que pour la banque prêteuse (les bénéfices tirés de ce type de prêt seront déduits de l'assiette de calcul de l'impôt sur les sociétés) ;
- l'élaboration d'un document type définissant les avantages fiscaux et douaniers aux profits des investisseurs.

Depuis la promulgation de la Loi N° 036/PR/2019, le Secteur de l'Énergie Electrique a définitivement cessé d'être un domaine exclusif de l'État et de ses démembrements. Désormais, il est l'affaire de tous dans un cadre organisé, structuré et coordonné. C'est à ce titre que cette Loi cite comme acteurs du Secteur de l'Énergie Electrique, outre les institutions dédiées, les collectivités territoriales, les personnes privées ou morales.

Pour autant, l'État ne disparaît pas devant sa responsabilité première de conduire l'électrification du pays dans la droite ligne de la Vision 2030 intitulée « *le Tchad que nous voulons* ». Tout en gardant son rôle dans l'investissement direct, l'État coordonne les activités énergétiques, les régule et met en place les dispositifs financiers et les facilités au bénéfice de tout investisseur.

Aussi, il est important de signaler qu'un fonds a été créé par la Loi N° 036/PR/2019. Il est constitué, entre autres, des redevances issues des licences, des pourcentages prélevés sur la vente de l'énergie, des subventions de l'Etat, des apports des partenaires de développement, des frais de pénalités relatives aux entorses à la régulation et des dons et legs. Ce fonds sert au développement du secteur de l'énergie au Tchad. Il est affecté prioritairement à l'électrification rurale, au fonctionnement des institutions dédiées, aux réparations des dommages liés aux décisions publiques et à la péréquation des tarifs.

L'ensemble de toutes ces actions constituent le sens et la portée des réformes institutionnelles et juridiques opérées dans le Secteur de l'Energie Electrique au Tchad.

3. ETAT DES LIEUX

1. La Production existante

Le parc national de production d'électricité sur l'ensemble du territoire (SNE et quelques IPP : VPOWER, AGGRECO et SRN) tourne autour de 186,135 MW dont seulement 107,575 MW disponibles à nos jours. Sur cette capacité, 90% est concentrée dans la seule ville de N'Djamena.

Cette puissance totale installée au Tchad, comparée à celles des autres pays sahéliens tels que le Niger, le Burkina et le Mali, semblables à notre pays par leurs caractéristiques économiques et démographiques, s'avère la plus faible de tous les pays du CILSS.

Par ailleurs, le Gouvernement a investi de 2012 jusqu'à nos jours des moyens colossaux dans la construction, notamment de :

- la ligne HT Djarmaya–Lamadji de 66 KV ;
- la boucle HT de 90 KV ;
- l'extension, la densification et la réhabilitation du réseau urbain ;
- la mise en exécution de l'Arrêté 3951/PR/PM/MCI/2012 fixant les nouveaux tarifs de l'électricité produite par la SNE en République du Tchad qui réduit drastiquement le prix de cession du kilowattheure aux usagers.

Cependant, en dépit de tous ces efforts, seulement 70% de la ville de N'Djaména sont couverts par le réseau. Hormis la capitale, la SNE est présente dans une douzaine des villes appelées Exploitations régionales (Moundou, Sarh et Abéché) et centres secondaires et dont la totalité de la puissance installée et l'énergie produite ne représentent qu'environ 10% de celle de la ville de N'Djamena.

La production actuelle de la SNE et celle des IPP, sont très loin de satisfaire la demande, ne serait-ce que dans la zone de concession de la SNE qui, d'ailleurs, est souvent l'objet de délestages intempestifs.

2. Taux d'accès à l'électricité

Le Tchad est le pays de la sous-région du CILSS et de la CEMAC dont le taux d'accès à l'électricité est le plus faible. Cette situation se caractérise par un taux d'accès à

l'électricité respectivement de 6,4% au niveau national, de 20% en milieu urbain et de 0,6% en milieu rural.

La consommation moyenne annuelle de l'électricité par habitant au Tchad est estimée à 47 KWh/hbt, alors que celle de l'Afrique Centrale est de 109 KWh/hbt. A titre de comparaison, celle de l'Afrique au Sud du Sahara (ASS) est de 525 KWh/hbt, tandis que celle du monde est de 3031 KWh/hbt.

La Société Nationale d'Electricité (SNE), dont l'actionnaire unique est l'Etat Tchadien, est le délégataire du service public d'électricité depuis 2010. La réforme de la Société Tchadienne d'Eau et d'Electricité (STEE) a débouché à la séparation des services publics d'eau et d'électricité ainsi qu'à la création consécutive de deux (2) sociétés respectivement la Société Nationale d'Electricité (SNE) et la Société Tchadienne des Eaux (STE).

En dépit de la qualité de la réforme qui a débouché sur la mise en fonctionnement d'une Société neuve sans aucun passif, bénéficiant de tous les actifs se rapportant à l'électricité de l'ancienne société et dont tout le personnel est à recruter sur de nouvelles bases, ainsi que d'énormes efforts en termes d'investissements consentis par le Gouvernement au bénéfice du secteur, la SNE n'arrive pas du tout à assurer convenablement ses attributions principales de rendre l'électricité disponible et accessible, ne serait-ce qu'à la limite du périmètre déjà très réduit de sa concession.

Par conséquent, la ville de N'Djamena illustre bien cette situation de crise énergétique. Car, présentement la puissance installée à N'Djamena ne satisfait qu'environ 70% de la demande. Ce service, peu satisfaisant, est caractérisé par des délestages rotatifs dans les Arrondissements de la ville.

3. Besoin pour l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2023

La prévision de la demande en termes de puissance utile est estimée à **501,075 MW** sur l'ensemble du territoire pour atteindre 30% de taux d'accès à l'électricité à la fin du Plan d'Urgence en 2023 pouvant couvrir ainsi les besoins énergétiques d'environ **4 898 568** habitants, voir figure I, II et III des pages suivantes.

Figure I : Diagramme d'évolution de la production de l'électricité à l'horizon 2023

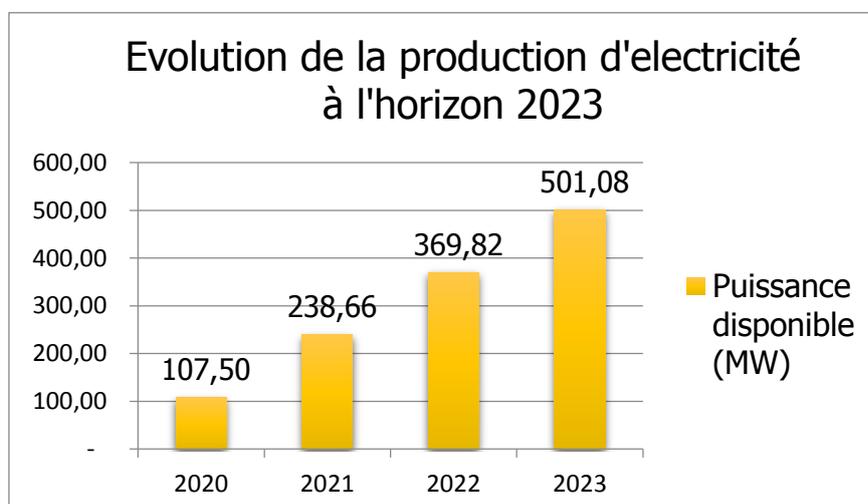


Figure II : Diagramme d'évolution du taux d'accès à l'électricité à l'horizon 2023

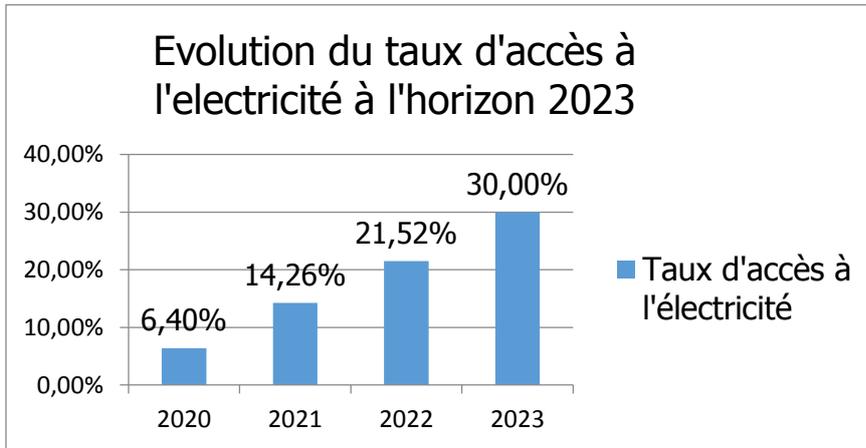
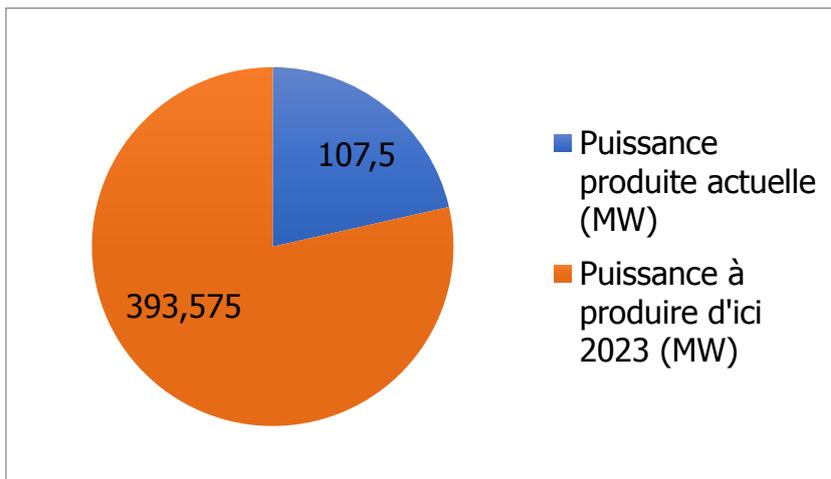
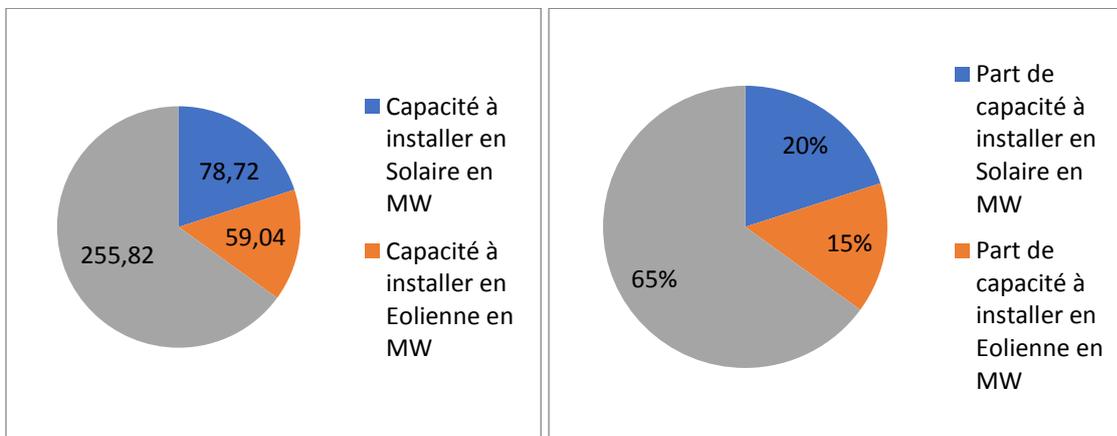


Figure III : Gap de production d'électricité à l'horizon 2023



NB : le Gap des puissances à combler d'ici 2023 est de : $501,075 \text{ MW} - 107,5 \text{ MW} = 393,5 \text{ MW}$



Les figures I, II et III font ressortir l'évolution du taux d'accès à l'électricité et celle de la production d'électricité en fonction du nombre des habitants ayant accès au

service de fourniture d'énergie électrique de base pour la période allant de 2021 à 2023.

Les diagrammes IV et V donnent un aperçu de la part des sources d'énergie à développer à l'horizon 2023 du présent Plan d'Urgence.

Les détails des diagrammes ci-dessus sont consignés dans le tableau ci-dessous

**Tableau I : ETAT DE LIEUX DES CAPACITES INSTALLEES ET DES PREVISIONS DANS LES CHEFS LIEUX DE PROVINCES
ET DES DEPARTEMENTS DU TCHAD DANS LE CADRE DU PLAN D'URGENCE D'ACCES A L'ELECTRICITE**

| N° | Province | Population 2009 | Population 2020 | Chef-lieu | Département | Chef-lieu | Capacité installée 2019 (MW) | Puissance disponible 2020 (MW) | Observation | Prév. 2023 |
|----|----------------|-----------------|-----------------|--------------|----------------------|------------|------------------------------|--------------------------------|------------------|------------|
| 1 | Bahr-El-Ghazel | 257 267 | 379 467 | Moussoro | Bahr-El-Ghazel Nord | Salal | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Bahr-El-Ghazel Sud | Moussoro | 0 | 0 | R. A .S | 5 |
| | | | | | Bahr-El-Ghazel Ouest | Chadra | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Kléta | Michémiré | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 2 | Batha | 488 458 | 720476 | Ati | Batha Est | Oum-Hadjer | 0,55 | 0,275 | Gérée par ZIZ | 1 |
| | | | | | Batha Ouest | Ati | 1,05 | 0,275 | Gérée par ZIZ | 5 |
| | | | | | Fitri | Yao | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Ouadi Rimé | Djedda | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Assinenet | Assinenet | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Haraze | Haraze | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 3 | Borkou | 93 584 | 138036 | Faya-Largeau | Borkou | Faya | 1 | 0,3 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Borkou-Yala | Kirdimi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Kouba | Kouba | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Emi-Koussi | Yebibou | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 4 | Chari-Baguirmi | 578 425 | 853177 | Massenya | Chari-Baguirmi | Massenya | 0 | 0 | R. A .S | 5 |
| | | | | | Chari | Mandelia | 0 | 0 | RAS | 1 |
| | | | | | Loug-Chari | Bouso | 0 | 0 | RAS | 1 |
| | | | | | Dourbali | Dourbali | 0 | 0 | RAS | 1 |

| | | | | | | | | | | |
|---|--------------|---------|---------|-----------|---------------|----------------|-----|------|----------------------|---|
| 5 | Ennedi Est | 30 340 | 44752 | Amdjarass | Amdjarass | Amdjarass | 1,1 | 0,64 | Gérée par ADERM | 5 |
| | | | | | WadiHawar | Bahäi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Itou | Itou | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Bao | Bao | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mourdi | Djona | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 6 | Ennedi Ouest | 167 919 | 247681 | Fada | Fada | Fada | 0 | 0 | R. A .S | 5 |
| | | | | | Mourtcha | kalait | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Lac Ounianga | Ounianga-Kebir | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Gouro | Gouro | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Tebi | Tebi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Torbol | Torbol | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 7 | Guéra | 538 359 | 794 080 | Mongo | Abtouyour | Bitkine | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Bahr-Signaka | Chinguil | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Guéra | Mongo | 0,5 | 0 | Gérée par la Commune | 5 |
| | | | | | Mangalmé | Mangalmé | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Garada | Melfi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 8 | Hadjer-Lamis | 566 858 | 836116 | Massakory | Dababa | Bokoro | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Ngoura | Ngoura | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Dagana | Massakory | 0,8 | 0,3 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Harae-El-Biar | Massaguet | 0,6 | 0,4 | Gérée par la SNE | 1 |
| 9 | Kanem | 333 387 | 491746 | Mao | Kanem | Mao | 1,8 | 1,2 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Nord-Kanem | Nokou | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Sud-Kanem | Mondo | 0 | 0 | R. A .S | 1 |

| | | | | | | | | | | |
|----|-------------------|---------|----------|---------|--------------------|----------------|-----|-----|----------------------|---|
| 10 | Lac | 433 790 | 639 840 | Bol | Kouloudia | Kouloudia | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Wayi | NGouri | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mamdi | Bol | 0,5 | 0,2 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Kaya | Baga-Sola | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Fouli | Liwa | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 11 | Logone Occidental | 689 044 | 1016340 | Moundou | Dodje | Mbainamar | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Gueni | Krim-Krim | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Lac Wey | Moundou | 7,6 | 1,9 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Ngourkosso | Bénoye | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 12 | Logone Oriental | 779 339 | 1149 525 | Doba | Kouh-Est | Bodo | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Kouh-Ouest | Beboto | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | La Nya | Bebedja | 1,5 | 0 | Gérée par la Commune | 1 |
| | | | | | La Nya-Pendé | Goré | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Pendé | Doba | 3 | 0,5 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Monts de Lam | Mbaibokoum | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 13 | Mandoul | 628 065 | 926396 | Koumra | Bahr-Sara | Moisala | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mandoul Occidental | Bedjondo | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mandoul Oriental | Koumra | 0,8 | 0,5 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Goundi | Goundi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Taralnas | Mouroumgoulaye | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | La Moula | Dembo | 0 | 0 | R. A .S | 1 |

| | | | | | | | | | | |
|----|------------------|---------|----------|-----------|-----------------|-------------|-------|-------|-------------------------|---|
| 14 | Mayo-Kebbi Est | 774 782 | 1142 803 | Bongor | La Kabbia | Gounou-gaya | 0,455 | 0,455 | Gérée par la Commune | 1 |
| | | | | | Mayo-Lamié | Guelendeng | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mayo Boneye | Bongor | 3,2 | 0,3 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Mont-illi | Fianga | 0,6 | 0 | En attente de réception | 1 |
| 15 | Mayo-Kebbi Ouest | 564 470 | 832593 | Pala | Mayo-Dallah | Pala | 0 | 0 | R. A .S | 5 |
| | | | | | Gagal | Gagal | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | El-Ouaya | Lagon | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Lac Léré | Léré | 0,6 | 0 | En attente de réception | 1 |
| | | | | | Mayo Binder | Binder | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 16 | Moyen Chari | 588 008 | 867312 | Sarh | Bahr-Koh | Sarh | 6,6 | 1,7 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | La Grande Sido | Maro | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Lac Iro | Kyabé | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Korbol | Korbol | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 17 | Ouaddaï | 721 166 | 1063 720 | Abéché | Djourf-Al-Ahmar | Am-dam | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Assongha | Adré | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Oura | Abéché | 9 | 2 | Gérée par la SNE | 5 |
| | | | | | Abogoudam | Abogoudam | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 18 | Salamat | 302 301 | 445 894 | Am-timan | Aboudeia | Aboudeia | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Bahr-Azoum | Am-timan | 1,3 | 0,775 | Gérée par ZIZ | 5 |
| | | | | | HarazeMagueigne | Haraze | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 19 | Sila | 387 461 | 571505 | Goz-Beida | Abdi | Abdi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Kimiti | Goz-Beida | 0 | 0 | R. A .S | 5 |
| | | | | | Tissi | Tissi | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Adé | Adé | 0 | 0 | R. A .S | 1 |

| | | | | | | | | | | |
|----------------------|-----------|-------------------|------------------|------------|-----------------|------------|----------------|----------------|-------------------------|--------------|
| | | | | | Koukou-Angara | Angara | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 20 | Tandjilé | 661 906 | 976311 | Lai | Tandjilé Est | Lai | 0,5 | 0,5 | En attente de réception | 5 |
| | | | | | Tandjilé Centre | Béré | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Tandjilé Ouest | Kélo | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mangalmé | Dono-Manga | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Nanbagué | Dafra | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 21 | Tibesti | 25 483 | 37587 | Bardai | Bardai | Bardai | 0 | 0 | R. A .S | 5 |
| | | | | | Zouar | Zouar | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Wour | Wour | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Aouzou | Aouzou | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| 22 | WadiFira | 508 383 | 749 865 | Biltine | Biltine | Biltine | 1,28 | 1,01 | Gérée par ZIZ | 5 |
| | | | | | Dar-Tama | Guéréda | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Mégri | Matadjana | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Iriba | Iriba | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Al-Biher | Arada | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| | | | | | Alfawaakih | Am-Zoer | 0 | 0 | R. A .S | 1 |
| TOTAL 1 | | 10 118 795 | 14925221 | | | | 43,135 | 11,075 | | 190 |
| 23 | N'Djamena | 951 418 | 1403 342 | 10 Arrond. | 10 Arrond. | 10 Arrond. | 21,6 | 6,5 | Farcha 1 | |
| | | | | | | | 61,4 | 60 | Farcha 2 | |
| | | | | | | | 20 | 0 | Vpower | |
| | | | | | | | 20 | 10 | SRN | |
| | | | | | | | 20 | 20 | Aggreko | |
| TOTAL 2 | | 951 418 | 1 403 342 | | | | 143 | 96,5 | | 203,5 |
| TOTAL GENERAL | | 11070 213 | 16328563 | | | | 186,135 | 107,575 | | 393,5 |

Le tableau I donne un aperçu des capacités installées, celles disponibles et les projections des besoins en terme de puissance jusqu'en 2023. Il convient de noter que dans le cadre de ce Plan, une répartition équitable d'une capacité de production d'un mégawatt est dédiée à chaque Chef-lieu de Département. En ce qui concerne les Chefs-lieux des Provinces, il est prévu une puissance à installer de cinq (5) mégawatts tout en tenant compte les capacités existantes et le nombre des populations.

IV. POLITIQUE ENERGETIQUE DU TCHAD

En termes de Politique Energétique, le Gouvernement a élaboré et adopté le Schéma Directeur de l'Energie en 2012, celui des Energies Renouvelables en 2018 et la Lettre de Politique Energétique (LPE) en 2018. Ces documents de politique ont pour objectifs de rendre l'énergie « accessible et disponible » et « accroître l'efficacité du secteur » à travers :

- le mix énergétique grâce à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production actuelle ;
- le développement de l'électrification rurale et périurbaine ;
- la vulgarisation de l'efficacité énergétique ;
- le renforcement du parc de production d'énergie thermique ;
- la promotion de l'utilisation des énergies modernes ;
- la réhabilitation et le renforcement des infrastructures de transport et de distribution ;
- la promotion de l'utilisation de l'énergie thermique d'origines solaire et bioénergétique ;
- l'encouragement et la pérennisation de l'intervention des investisseurs et des opérateurs privés ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur ;
- les réformes du cadre institutionnel et de régulation ;
- la coopération régionale et sous régionale.

Dans cette vision, les indicateurs affichés consistent à atteindre à l'horizon 2030 :

- i. un taux d'accès à l'électricité de 53% sur l'ensemble du territoire ; le taux d'accès actuel étant de 6,4% ;
- ii. un taux d'accès rural à l'électricité de 20%; le taux d'accès actuel étant de l'ordre de 0,6% ;
- iii. la part des énergies renouvelables à 20% dans la production électrique nationale; la part actuelle des énergies renouvelables dans la production électrique est extrêmement faible, environ 1%.

V. OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT A COURT ET MOYEN TERMES

Le Gouvernement de la République du Tchad, à travers le Département en charge de l'Energie, ambitionne d'atteindre un taux d'accès à l'électricité de 30% à l'horizon

2023, conformément à la Vision 2030 « Le Tchad que nous voulons » par l'augmentation de la production d'énergie électrique, en diversifiant les sources et en développant les infrastructures connexes dans les Chefs des Provinces et des Départements. A cet effet, le Gouvernement entend construire une centrale de 5 MW dans chaque chef-lieu de Province associée à un réseau MT/BT de 15/20km et 1MW dans chaque Chef-lieu des Départements avec un réseau MT/BT de 7/10 km.

Parallèlement à cette action, dans les Provinces, le Gouvernement entend également développer une centrale de deux cent (200) mégawatts de solaire Photovoltaïque dans la zone périphérique de la ville de N'Djaména et la construction d'une centrale à gaz de 210 MW dans la région de NGouri au Lac Tchad. L'ensemble de ces actions amélioreront de façon substantielle le taux d'accès à l'électricité et également celui de desserte d'énergie dans le pays.

1. Plan d'actions triennal (2021-2023)

Les Projets structurants qui méritent d'être développés au cours de ces trois prochaines années porteront sur :

- les études de faisabilité pour la construction des réseaux électriques dans les 22 Chefs-lieux des Provinces et des 80 Chefs-lieux des Départements ;
- la réalisation des ouvrages (réseaux et système de production d'énergie électrique) ;
- la construction d'une centrale solaire (méga projet solaire) de production d'énergie électrique d'une capacité de 150 à 200 MW autour de la ville de N'Djaména ; et
- la construction d'une centrale à gaz de 210 MW associée à une ligne HT à NGouri au Lac Tchad pour approvisionner en énergie électrique les villes de Bol, Mao, Massakori et Moussoro.

Le Coût prévisionnel estimatif des investissements nécessaires pour la réalisation des activités du Plan d'Urgence est d'environ **cinq cent soixante-neuf milliards cinq cent quarante-sept millions quatre cent soixante mille (569 547 460 000)** (voir les détails dans le tableau III ci-dessous).

En outre, il est souhaitable que le Ministère mobilise le secteur privé pour prévoir l'électrification des villages à travers le déploiement massif des kits solaires. Cette approche est beaucoup plus utilisée actuellement dans beaucoup de pays africains pour booster le taux d'accès à l'électricité d'une part et, d'autre part, son financement est facilement mobilisable à travers un Partenariat Public-Privé en appuyant le secteur privé national et avec un appui des Partenaires Techniques et Financiers surtout avec celui de la Société Financière Internationale (SFI), filiale de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) qui, d'ailleurs, promettent d'ores et déjà d'appuyer notre pays dans le domaine de l'électrification rurale.

Les actions retenues pour le court terme sont consignées dans le tableau ci-après:

Tableau III : Plan d'actions triennal (2021, 2022, 2023) et besoins d'investissements lourds

| N° | Désignation de projet | Localisation géographique | Coût estimatif en FCFA | Période probable de mise en œuvre | Source de financement | Acteurs | Observations |
|----|--|------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---|--|
| 1 | Etudes de faisabilité pour la construction des réseaux électrique des chefs-lieux des provinces | Tous les Chefs-lieux des Provinces | 500 000 000 | 2021 | Etat | MPME, SNE, Cabinets locaux, MEEP, MATUH | Excepter les villes ayant un projet spécifique |
| 2 | Etudes de faisabilité pour la construction des réseaux électrique des chefs-lieux des Départements | Tous les Chefs des Départements | 1 000 000 000 | 2021 | Etat | MPME, SNE, cabinets locaux MEEP, MATUH | Excepter les villes ayant un projet spécifique |
| 3 | Projet de construction d'une centrale thermique 32 MW pour un coût global de 43 647 500 USD HT | N'Djaména | 16 569 650 000 | 2021 | Etat | Etat, MPME, SNE | Dont 7 milliards déjà payés |
| 4 | Amélioration de la Gouvernance et Commercialisation SNE (SWEEDY GROUP) soit 35 millions d'euros | N'Djaména | 11 480 000 000 | 2021 | Etat/SNE/Partn | Etat, MPME, SNE, partenaires | 50% lors du démarrage et les reste en 5 ans par la SNE |
| 5 | Renforcement de la distribution SNE avec deux (2) postes | N'Djaména | 6 000 000 000 | 2021 | Etat | Etat, MPME, SNE | Déjà instruit |
| 6 | Centrale à gaz de 10 MW | Moundou | 5 247 680 000 | 2021 | SNE | Etat, MPME, SNE | |

| | | | | | | | |
|-----------|---|---|------------------------|------|-------------------|---|---|
| 7 | Projet de réalisation de réseau MT/BT | Mongo, Ati, Am-timan, Oum-Hadjer, Moussoro | 14 976 000 000 | 2021 | Etat/partenaire s | Etat, partenaires, SNE | Production mobilisée à 100% par un partenaire privé (ZIZ) |
| 8 | Djermaya Solar | N'Djamena | 34 607 040 000 | 2021 | Privée | Djermaya Solar | Projet très avancé, il reste juste quelques techniques pour sa finalisation (32 MW) |
| 9 | Quadran-QAIR | N'Djamena | 28 617 360 000 | 2021 | Privée | QAIR | Le projet est a deux doigt de la finalisation (2x15 MW) |
| 10 | AMEA Power | N'Djamena | 120 000 000 000 | 2021 | Privée | AMEA Power | Projet réalisable en deux phases de 60 MW |
| 11 | Projet INNOVENT de 15 MW | Abéché | 15 972 480 000 | 2021 | Privée | INNOVENT (Centrale Solaire d'Abéché SA) | En attente de signature de Contrat personnalisé |
| 12 | Projet des six villes sur Fonds d'ABU Dhabi | Kelo, Moussoro, Guegou, Amdjarass, Massanya et Batchoro | 18 000 000 000 | 2021 | Fonds d'ABU Dhabi | Fonds d'ABU Dhabi et BM | En attente de Conformation du Gap de 15 millions de dollars US |
| 13 | Projet BID SNE | | 13 740 000 000 | 2021 | | BID/SNE/ONEE | Projet de l'axe Toukra-mendelia |

| | | | | | | | |
|-----------|--|---|------------------------|------|-------------------|--|---|
| 14 | Interconnexion Tchad-Cameroun | Axe Bongor-Ndjamena | 54 000 000 000 | 2021 | | BM, BAD, EU | Approbation du financement attendu pour en juillet 2020 |
| 15 | Réception des infrastructures électrique réalisées en province dans le cadre des Grands Projets Présidentiels | FADA, GOZ-BEIDA, LERE, LAÏ, FIANGA | 2 060 000 000 | 2021 | Etat/partenaire s | Etat, partenaires, SNE | |
| I | SOUS TOTAL 2021 | | 342 770 210 000 | | | | |
| 16 | Système de Production d'énergie et infrastructures de transition (dont poste de transformation et cellules) dans les Chefs-lieux des Provinces (en raison de 5 MW par Chef-lieu), Total du projet : 99 milliards | Tous les Chefs-Lieux des provinces | 44 500 000 000 | 2022 | Partenaires | Tous les investisseurs intéressés et MPME et SNE | |
| 17 | Réalisation des ouvrages de réseaux MT/BT dans les Chefs-lieux des Départements (7 km de MT et 10 km de BT) | Tous les Chefs-lieux des 80 Départements hors Ndjamena (10 Arrondissements.) et les Chefs-lieux des Provinces | 14 760 000 000 | 2022 | Etat/partenaire s | MPME, SNE et investisseurs privés intéressés | Excepter les villes ayant un projet spécifique |

| | | | | | | | |
|-----------|---|--|------------------------|------|-----------------|--|--|
| 18 | Réalisation des ouvrages de réseaux MT/BT dans les Chefs-lieux des Provinces non couverts par la SNE à 15 Km de MT et 20 Km de BT | Tous centres secondaires non couverts par la SNE | 16 390 000 000 | 2022 | Etat/parten. | MPME, SNE et investisseurs privés | Excepter les villes ayant un projet spécifique |
| 19 | Méga projet solaire (total 139 milliards) | Zone périurbaine de N'Djamena | 69 500 000 000 | 2022 | Banque Mondiale | Tous les partenaires/investisseurs privés extérieurs | Ligne d'une longueur de 80 km de tension 66/90KV plus Centrale |
| 20 | Système de Production d'énergie (72milliards) | Tous les Chefs-Lieux des Départements | 36 000 000 000 | 2022 | Etat/part. | Partenaires, MPME et SNE | |
| 21 | Construction d'une Centrale à gaz de 210 MW à NGouri Lac Tchad | Département de Way- NGouri | 84 216 480 000 | 2022 | Etat/part. | MPME, SHT plus éventuels bailleurs | Une centrale à cycle combiné au gaz d'une Puissance de 210 MW dans la région de NGouri, au Tchad |
| 22 | Projet CMEC PHASE II | N'Djamena | 131 400 000 000 | 2022 | CMEC | Exim Bank of China | Densification et extension du réseau de la ville de N'Djaména |
| 23 | Projet de passage des Centrale Farcha I et II au fuel lourd | N'Djamena | 2 033 898 000 | 2022 | Etat/SNE | Etat/SNE | Projet déjà drafté |

| | | | | | | | |
|-----------|---|--|------------------------|------|--------------|---|--|
| 24 | Projet de construction d'une centrale thermique 32 MW pour un coût global de 43 647 500 USD | N'Djaména | 2 618 850 000 | 2022 | Etat | Etat, MPME, SNE | Solde du contrat |
| II | SOUS-TOTAL 2022 | | 401 419 228 000 | | | | |
| 24 | Construction d'une Centrale à gaz de 210 MW à NGouri Lac Tchad | Département de Way- NGouri | 84 216 480 000 | 2023 | Etat/part. | MPME, SHT plus éventuels bailleurs | Une centrale à cycle combiné au gaz d'une Puissance de 210 MW dans la région de NGouri, au Tchad. Source Rapport TRACTEBEL |
| 25 | Réalisation des ouvrages de réseaux MT/BT dans les Chefs-lieux des Départements (7 km de MT et 10 km de BT) | Tous les Chefs-lieux des 80 Départements hors Ndjamenana (10 Arrondissements.) et les Chefs- lieux des Provinces | 14 760 000 000 | 2023 | Etat/parten. | MPME, SNE et investisseurs privés intéressés | Excepter les villes ayant un projet spécifique |
| 26 | Système de Production d'énergie (72 milliards total) | Tous les Chefs-Lieux des Départements | 36 000 000 000 | 2023 | Etat/parten. | Tous les investisseurs intéressés et MPME et SNE | |
| 27 | Méga projet solaire (total 139 milliards) | Zone périurbaine de N'Djamena | 69 500 000 000 | 2023 | Etat/parten. | Tous les partenaires/inv estisseurs privés extér. | Ligne d'une longueur de 80 km de tension 66/90KV + Centrale |

| | | | | | | | |
|------------|---|------------------------------------|--------------------------|------|--------------|--|------------------------------------|
| 28 | Projet Chutte Gauthiot | Léré | 109 513 219 800 | 2023 | Etat | Etat | Etudes réalisées 2015 |
| 29 | Projet de 100 MW au fuel lourd pour la ville de N'Djamena | N'Djamena | RAS | | | | RAS |
| 30 | Projet d'extension d'Amdjarass | Amdjarass | RAS | | | | RAS |
| 31 | Projet PNUD d'Amdjarass | Amdjarass | 0 | | | | |
| 32 | Interconnexion Tchad-Nigeria | Maiduguri-N'Djamena | RAS | | RAS | RAS | Etudes de faisabilité non bouchées |
| 33 | Système Production d'énergie dans les Chefs-lieux des Provinces (en raison de 5 MW par Chef lieu), Total du projet : 99 milliards | Tous les Chefs-Lieux des provinces | 44 500 000 000 | 2023 | Etat/parten. | Tous les investisseurs intéressés, MPME et SNE | |
| III | SOUS-TOTAL 2023 | | 358 489 699 800 | | | | |
| IV | TOTAL GENERAL (2021, 2022, 2023) | | 1 102 679 137 800 | | | | |

NB :

- Investissement=800 €/kW installé; vie = 30 ans; taux d'actualisation = 4% (sources rapport UCIL -Union des Comités d'Intérêts Locaux Lyon Métropole).Sur cette hypothèse 210 MW couterait environ 110 208 000 000 F CFA + 12% de transport soit un montant 123 432 960 000 F CFA.
- Pour le Méga projet, un MW de solaire PV coûte environ 1000 000 USD et une ligne 66/90 KV coûte environ 400 000 USD par kilomètre linéaire (source Direction de l'Energie - Benin).
- La ligne de 225 KV coûte environ 250 000 USD par Km (Source études TRACTEBEL ; 300 km coûteront 75 000 000 USD).
- Coût d'une ligne MT de 15 KV - 22 000 000 F CFA par Km ; Coût d'une ligne BT - 17 000 000 FCFA par Km (source SNE).

Le Tableau ci-dessus illustre une répartition géographique équilibrée des investissements lourds à consentir sur les trois prochaines années (2021, 2022, 2023) pour atteindre un taux d'accès à l'électricité de 30% conformément aux objectifs ultimes fixés dans le présent Plan d'Urgence. L'accent est expressément mis sur le caractère d'accès universel de nos populations à l'électricité d'où le ciblage de l'ensemble des vingt-deux (22) Chefs-lieux des Provinces et des quatre-vingt (80) Chefs-lieux des Départements sur la base d'une répartition équitable de 5 MW par Chef-lieu de Province et 1 MW par Chef-lieu de Départements qui sont des points de concentration des consommateurs au niveau provincial et départemental.

Le Plan d'Urgence prend en compte des besoins de diversification de l'économie conformément à l'axe 3 du PND 2017-2021 en rendant disponible et accessible l'électricité devant permettre la transformation des produits et dérivés agricoles et ceux de l'élevage, ultime gage de création d'emplois, de génération des revenus et d'où la réduction de la pauvreté.

Le présent Plan d'Actions tient compte également de la diversification des sources d'énergie notamment la valorisation de gaz torché dans les différents sites pétroliers dont les volumes gaziers ont été évalués par le Comité Gaz du Ministère, l'orientation de la production thermique à base du fuel lourd et du pétrole brut ainsi que la mise en place d'une Unité de Production des Equipements Solaires (UPES) au Tchad. La mise en place des points de vente du brut est un encouragement aux industries pour la réduction substantielle de leur coût de production.

Globalement, ce Plan d'Urgence prend en compte les directives du Schéma Nationale d'Aménagement du Territoire qui définit les pistes de solutions pour les pools de développement régionaux.

S'agissant de la mobilisation des ressources, le financement de l'énergie verte viendra en apport et permettra au Tchad de mobiliser des ressources des fonds climats pour la réalisation de ce Plan.

Aussi, il convient de rappeler que la part des différentes sources d'énergie dans le parc national de production sera précisée ultérieurement par les études de faisabilité, mais d'ores et déjà le solaire photovoltaïque occupera une place de choix dans les futurs bilans énergétiques du pays, compte tenu de l'abondance de l'irradiation solaire, le caractère des consommateurs de par leur répartition géographique et la facilité du déploiement massif des kits solaires au profit des populations.

2. Choix du combustible compétitif à mettre à la disposition des producteurs

Dans le cadre de la recherche permanente des solutions idoines à la problématique énergétique, le Gouvernement de la République du Tchad estime que le coût élevé des combustibles, notamment le gas-oil pour la production de l'énergie électrique constitue un obstacle pour le développement du secteur.

A cet effet, la substitution par d'autres alternatives de production d'énergie s'impose et le Gouvernement tchadien estime que l'utilisation du gaz, du brut et du fuel lourd pour la production thermique est à privilégier, et que le recours aux énergies renouvelables, notamment le solaire photovoltaïque, l'éolienne et l'hydroélectricité dans le cadre de sa politique de mix énergétique est à envisager et à encourager.

Ces actions, si elles sont entreprises, seront certainement la solution appropriée à la diminution du coût du KWh et engendrera le développement rapide du secteur qui contribuera sans nul doute au développement socioéconomique du pays.

3. Stratégie de mobilisation des ressources.

La stratégie de mobilisation des ressources s'articulera sur les axes ci-après :

a) Mobilisation des ressources intérieures :

La mobilisation des ressources intérieures doit être la première étape d'un engagement financier du Gouvernement tchadien pour montrer sa volonté manifeste et l'importance accordée au secteur de l'énergie électrique. Cette mobilisation se fera à travers le budget de l'Etat et, dans le même temps, parachever les réformes indispensables accordant des avantages fiscaux aux investisseurs privés et à la facilitation du climat des affaires faisant du pays une destination attractive. Avant la mobilisation des ressources intérieures, il faut passer à l'organisation d'un séminaire interministériel pour faire fédérer à cette cause l'ensemble des Départements sectoriels (Santé, Agriculture, Education, Finances, Environnement, Economie, et autres..) sur le caractère transversal du secteur de l'énergie électrique et surtout son importance dans le développement humain.

A cet effet, nous pouvons explorer quelques pistes de solutions comme la contribution volontaire des populations à l'accès universel à l'énergie pour le développement du secteur à l'image de la construction de la Centrale Hydroélectrique en Ethiopie d'une puissance de 6000 MW, à l'instauration de l'impôt annuel comme par le passé mais cette fois ci, dédié uniquement à l'électrification rurale et périurbaine.

Quant aux études de faisabilité pour les Chefs-lieux des Provinces et des Départements qui nécessitent environ 1,5 milliard de F CFA, la piste de mobilisation des ressources pourrait se faire directement à travers le Ministère des Finances ou de la contribution des bailleurs à travers le compte dédié aux études du Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement.

Aussi, peut-on également accélérer le processus de la mise en place du Fonds de Développement du Secteur de l'Energie électrique pour son utilisation dans le cadre des études et de l'électrification rurale.

b) Mobilisation des Ressources extérieures :

Sélectionner les partenaires extérieurs sur la base de leurs engagements et relancer les discussions pour la phase de réalisation des projets dont les MoU et les PPA sont déjà signés ou parachever la signature des accords avec ceux qui inspirent plus de confiance. A l'issue de cette phase, il sera organisé une journée d'information et de sensibilisation à leur égard pour accélérer le processus de réalisation des ouvrages conformément aux accords signés.

En outre, continuer les discussions avec les bailleurs de Fonds traditionnels (BAD, BM, BID, BADEA, Fonds d'Investissement d'ABU DABI et autres) pour la mobilisation des ressources extérieures.

Ensuite, établir en commun accord avec les partenaires au développement et les investisseurs privés un chronogramme de réalisation des activités retenues sur la base d'un plan triennal des actions à réaliser.

VI. CONCLUSION

L'estimation du coût de réalisation du Plan d'Urgence d'accès à l'électricité est de **Mille cent deux milliards six cent soixante-dix-neuf millions cent trente-sept mille huit cent (1 102 679 137 800) F CFA.**

La mise en œuvre de ce plan d'urgence permettra à **4 898 568 habitants d'accéder à l'électricité à l'horizon 2023**, soit une augmentation d'au moins **30% du taux d'accès**. Elle aura également comme impact de booster l'économie, d'assurer les meilleures qualités de soins, de fournir de l'eau potable aux populations, de conserver et de transformer les produits agro-pastoraux, de créer des richesses et de réduire la pauvreté.

Enfin, ce Plan d'Urgence d'accès à l'électricité devra être un document de travail pour le Ministère en charge de l'énergie pour permettre au Tchad d'atteindre les ODD (5, 6 et 7). Il est vrai que le coût global d'investissement pour la réalisation de ce plan d'urgence représente un défi financier majeur. Cependant, par la mutualisation des efforts conjugués du Gouvernement, des investisseurs privés et des bailleurs, tout deviendra possible.

ACRONYMES

ADERM : Agence de Développement des Energies Renouvelables

ARSE : Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie

ASS : Afrique au Sud du Sahara

AMCC : Alliance Mondiale contre le Changement Climatique

BADEA : Banque Africaine de Développement

BAD : Banque Africaine de Développement

BADEA : Banque Arabe de Développement

BM : Banque Mondiale

BID : Banque Islamique de Développement

BT : Basse Tension

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

CILSS : Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sècheresse au Sahel

ENR : Energies Nouvelles et Renouvelables

FDSEE : Fonds de Développement du Secteur de l'Energie Electrique

GES : Gaz à Effet de Serre

HT : Haute Tension

IPP : Producteur Indépendant d'énergie électrique

IRENA : Agence Internationale pour les Energies Renouvelables

KWh : Kilowattheures

LPE : Lettre de Politique Energétique

MEMSGPR : Ministre d'Etat, Ministre Secrétaire Général de la Présidence

MPME : Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie

MoU: Memorandum Of Understand

MW: Megawatt

ODD : Objectif de Développement Durable

PPA : Contrat d'Achat d'Electricité

STEE : Société Tchadienne d'Electricité et de l'Eau

SFI : Société Financière Internationale

SRN : Société de Raffinage de N'Djamena

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée